



Strasbourg, le 28 juin 2021

CAHAI(2021)09

COMITE AD HOC SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CAHAI)

Rapport d'activité

Par

les coprésidents du CAHAI-PDG

M. Wolfgang TEVES (Allemagne) et M. Zoltán TURBEK (Hongrie)

I. Introduction

Suite à la préparation de l'étude de faisabilité adoptée par le CAHAI en décembre 2020, et à la finalisation du questionnaire pour la consultation multipartite du CAHAI en février 2021, le groupe d'élaboration des politiques du CAHAI (CAHAI-PDG) contribue à l'élaboration des éléments potentiels du futur cadre juridique sur l'intelligence artificielle (IA) basé sur les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, d'État de droit et de démocratie, en se concentrant en particulier sur les éléments qui sont considérés comme appropriés pour un instrument juridiquement non contraignant et des recommandations politiques aux États membres .

Pour la composition du CAHAI-PDG, veuillez-vous référer à l'annexe du présent document.

Le CAHAI-PDG est présidé par M. Wolfgang TEVES (Allemagne) et M. Zoltán TURBEK (Hongrie).

II. Réunions

Depuis le début de l'année 2021, le CAHAI-PDG s'est réuni trois fois¹ : les 21-22 janvier, les 18-19 mars et le 27 mai. Sa sixième réunion est actuellement prévue pour les 11-12 octobre 2021.

III. Méthodes de travail

Lors de sa réunion de janvier, le CAHAI-PDG a convenu de concentrer son travail sur deux questions :

- a) L'élaboration d'une méthodologie et d'un modèle pratique d'évaluation de l'impact des systèmes d'IA sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit (une évaluation de l'impact sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit - HUDERIA) ;
- b) Orientations politiques sur l'utilisation de l'IA dans le secteur public

Il a également convenu de mettre en place deux sous-groupes de travail, composés de membres du CAHAI-PDG, d'observateurs et de participants, pour préparer deux documents sur ces questions, qui ont été examinés par le CAHAI-PDG lors des deux réunions suivantes en mars et en mai. Ces documents, qui ont été mis à la disposition de la plénière du CAHAI (voir respectivement les documents [CAHAI-PDG \(2021\)5](#) et [CAHAI-PDG \(2021\)6](#)), devraient être développés et finalisés lors de la 6^{ème} réunion plénière du CAHAI-PDG prévue les 11 et 12 octobre 2021. Les versions révisées des deux documents seront préparées par le secrétariat en étroite coordination avec les coprésidents du CAHAI-PDG, sur la base des commentaires reçus par les délégations oralement lors de la réunion du 27 mai et par écrit.

IV. Résultats préliminaires

Grâce aux contributions très constructives et aux nombreux efforts des sous-groupes de travail et des membres du CAHAI-PDG, le CAHAI-PDG a considérablement avancé dans la préparation des deux livrables susmentionnés.

¹ Le CAHAI-PDG s'est réuni deux fois en 2020.

En ce qui concerne HUDERIA, des progrès significatifs ont été réalisés dans l'élaboration de la méthodologie et des critères sur la base desquels un modèle pratique d'évaluation peut être développé. Bien que certains ajustements soient encore nécessaires, il y a un accord général sur le fait que ce type d'évaluation devrait aborder en particulier deux aspects :

- i. Les caractéristiques inhérentes aux systèmes d'IA : en particulier, le contexte d'application et la technologie sous-jacente utilisée, y compris des dimensions telles que l'explicabilité, la traçabilité, le niveau d'automatisation, pour n'en citer que quelques unes - ainsi que les acteurs et les parties prenantes impliqués ;
- ii. L'impact sur les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie. Afin de mesurer spécifiquement l'impact sur l'État de droit et la démocratie, le Groupe a convenu d'utiliser les droits de l'homme comme indicateurs de la démocratie et de l'État de droit. L'idée est d'explorer si l'ampleur de certaines violations individuelles des droits de l'homme étroitement liées au bon fonctionnement des institutions et des processus démocratiques, ainsi que des éléments fondamentaux de l'État de droit, pourrait porter atteinte à la démocratie et à l'État de droit.

En outre, il a été convenu à titre préliminaire que le processus de HUDERIA devrait être basé sur 4 étapes principales :

- a) Identifier les droits pertinents et les éléments de l'État de droit et de la démocratie qui pourraient être potentiellement affectés en fonction de l'utilisation, du contexte et de l'objectif de l'application de l'IA ;
- b) L'évaluation d'impact, y compris une analyse plus technique des défis qu'une application d'IA donnée peut soulever du point de vue des droits de l'homme, de l'État de droit et de la démocratie ;
- c) Évaluation des mécanismes de gouvernance, afin de déterminer quels mécanismes de gouvernance (le cas échéant) ont été établis en ce qui concerne l'application de l'IA ;
- d) Évaluation continue : si les défis pour la protection des droits de l'homme, de l'État de droit et de la démocratie ont été déterminés aux étapes 2 et 3, identifier les mesures d'atténuation appropriées - si elles existent - et vérifier à nouveau l'impact sur les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie.

En ce qui concerne les orientations politiques sur l'utilisation de l'IA dans le secteur public, l'approche adoptée consiste à fournir des exemples de cas d'utilisation d'applications de l'IA dans les États membres du Conseil de l'Europe, à examiner les avantages et les risques de l'utilisation de l'IA dans le secteur public et à fournir des recommandations politiques concrètes aux acteurs publics qui cherchent à adopter l'IA.

Les recommandations politiques concernent les mesures qui devraient accompagner la conception, l'acquisition, le développement et le déploiement des technologies d'IA dans le secteur public, ainsi que les efforts à déployer en matière de formation continue, afin de rendre le secteur public plus responsable, plus transparent et plus respectueux des normes européennes en matière de droits de l'homme, d'État de droit et de démocratie.

V. Demandes d'orientation

Les réactions du CAHAI sont recherchées en particulier en ce qui concerne les questions suivantes :

HUDERIA :

1. Caractéristiques inhérentes aux systèmes d'IA

Les délégations ont-elles des suggestions à faire concernant les caractéristiques inhérentes aux systèmes d'IA qui devraient être prises en compte dans le cadre de l'évaluation, telle que décrite dans le document [CAHAI-PDG\(2021\)5](#), pages 10-15 ?

2. Évaluation de l'impact sur la démocratie et l'État de droit

Les délégations auraient-elles des suggestions spécifiques sur la manière d'évaluer l'impact sur la démocratie et l'État de droit, en plus des "indicateurs" décrits précédemment (pour plus de références, voir CAHAI-PDG(2021)05, pages 16-21) ?

3. Principales étapes de la réalisation d'une HUDERIA

Les délégations auraient-elles des suggestions spécifiques sur les principales étapes de la réalisation d'une HUDERIA telle que décrite ci-dessus (pour plus de références, voir CAHAI-PDG(2021)05, pages 24-28) ?

Orientations politiques pour l'utilisation de l'IA dans le secteur public :

1. Les délégations soutiennent-elles l'approche adoptée dans ce document ? Y a-t-il d'autres aspects qui devraient être abordés ?
2. Les délégations auraient-elles des suggestions spécifiques ou des ajouts à faire aux recommandations de politique générale formulées aux pages 15 à 25 du document [CAHAI-PDG\(2021\)6](#), notamment en ce qui concerne la conception, l'acquisition, le développement et le déploiement des technologies d'IA dans le secteur public, ainsi que les efforts à déployer en matière de formation continue ?

VI. Prochaines étapes

Le CAHAI-PDG finalisera, lors de sa 6^{ème} réunion, la méthodologie et le modèle pratique de HUDERIA, ainsi que les recommandations politiques pour l'utilisation de l'IA dans le secteur public.

Elle discutera également des questions clé des deux documents qui seront incluses comme éléments appropriés pour un instrument juridiquement non contraignant et des recommandations politiques aux États membres, en vue de leur transmission au CAHAI pour sa 6^e réunion plénière.

VII. Conclusion

Nous considérons que les travaux du CAHAI-PDG ont progressé comme prévu et nous espérons être en mesure de soumettre les résultats des travaux du groupe au CAHAI conformément aux instructions fournies par le comité.

ANNEXE

COMPOSITION DU CAHAI-PDG

Member States of the Council of Europe / Etats membres du Conseil de l'Europe

Belgium	Ms Peggy VALCKE - Researcher and Professor in ICT and Media at the Faculty of Law at the KU Leuven / chercheuse et professeur en ICT et médias à la faculté de droit à la KU Leuven	Belgique
Bosnia and Herzegovina	Mr Dag DZUMRUKCIC - Minister counsellor, Department for International Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / Ministre conseiller, Département des affaires juridiques internationales, Ministère des affaires étrangères	Bosnie-Herzégovine
Bulgaria	Ms Totka CHERNAEVA – Head of European Programs and Projects Unit Information Technology Directorate / Chef de l'unité "Programmes et projets européens" Direction des technologies de l'information	Bulgarie
Estonia	Ms Siiri AULIK - Adviser, Public Law Division, Estonian Ministry of Justice / Conseillère, division du droit public, ministère estonien de la justice	Estonie
Germany	Mr Wolfgang TEVES - Head of Division for Digital Strategy; Key Policy Issues of the Information Society, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection / Chef de la Division de la stratégie numérique, questions politiques clés de la société de l'information, ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs	Allemagne
Greece	Mr Konstantinos SFIKAS - Executive, Department of Open Governance and Transparency / Exécutif, Service de la gouvernance ouverte et de la transparence	Grèce
Hungary	Mr Zoltán TURBÉK - Director, Department of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / Directeur, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce	Hongrie
Ireland	To be nominated / A nommer	Irlande
Italy	Mr Guido SCORZA – Lawyer, Adjunct Professor of IT Law, Journalist, member of the Italian Data Protection Authority / Avocat, professeur adjoint de droit des technologies de l'information, journaliste, membre de l'autorité italienne de protection des données in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par Ms Alessandra PIERUCCI - Service for EU and International Matters, Garante per la protezione dei dati personali / Service pour les affaires européennes et internationales, Contrôleur de la protection des données	Italie

Luxembourg	<p>Mr Max GINDT - Department of State, Media and Communications Services / Ministère d'État, Service des médias et des communications</p> <p>in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par</p> <p>Mr Thierry ZEIEN - Attaché, Department of State, Media and Communications Services / Attaché, Ministère d'État, Service des médias et des communications</p>	Luxembourg
Netherlands	<p>Ms Monika MILANOVIC - Legal advisor Information Society, Public Values and Fundamental Rights, Department of Digital Government, Ministry of the Interior and Kingdom Relations / Conseillère juridique, Société de l'information, valeurs publiques et droits fondamentaux, Département du gouvernement numérique, Ministère de l'intérieur et des relations au sein du Royaume</p> <p>in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par</p> <p>Mr Michael VOS - Senior Policy Advisor, AI Policy Team, Ministry of Justice and Security / Conseiller politique principal, équipe chargée de la politique d'AI, ministère de la justice et de la sécurité</p>	Pays-Bas
Poland	<p>Mr Robert KROPLEWSKI - Plenipotentiary of the Minister of Digitization for the Information Society, Ministry of Digitization / Plénipotentiaire du ministre de la numérisation pour la société de l'information, Ministère de la numérisation</p>	Pologne
Russian Federation	<p>Mr Andrey KULESHOV - Advisor on International Cooperation and Coordination at the Centre for AI Science and Technology, Moscow Institute of Physics and Technology / Conseiller en matière de coopération et de coordination internationales au Centre pour la science et la technologie de l'IA, Institut de physique et de technologie de Moscou</p>	Fédération de Russie
Slovakia	<p>Ms Barbora ŠIKUTOVA - Legal expert, International Law Section, Department of European Affairs and Foreign Relations, Ministry of Justice / Juriste expert, Section du droit international, Service des affaires européennes et des relations extérieures, Ministère de la justice</p>	Slovaquie
Slovenia	<p>Mr Marko GROBELNIK - Expert researcher in the field of Artificial Intelligence (AI), Department for Artificial Intelligence, Jozef Stefan Institute, Slovenia / Chercheur expert dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), Département de l'intelligence artificielle, Institut Jozef Stefan, Slovénie</p>	Slovénie
Spain	<p>Mr Ricardo SANZ - Professor of Systems and Autonomous Engineering in the Technical University of Madrid, Researcher of the joint centre CSIC-UPM on Autonomous Systems and Robotics / Professeur d'ingénierie des systèmes et d'ingénierie autonome à l'Université technique de Madrid, chercheur du centre commun CSIC-UPM sur les systèmes autonomes et la robotique</p>	Espagne

Sweden	Mr Magnus NORDSTRÖM - Deputy director, Europe Division, Department for European Security Policy, Ministry for Foreign Affairs / Directeur adjoint, Division Europe, Service de la politique européenne de sécurité, Ministère des affaires étrangères	Suède
Switzerland	Mr Thomas SCHNEIDER - Ambassador, Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications, Deputy Director, Federal Office of Communications, Head of International Relations / Ambassadeur, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Vice-Directeur, Office fédéral de la communication, Chef Relations internationales	Suisse
Turkey	Ms G. Benan AKBAS - EU Expert, Directorate General for EU and Foreign Affairs, Ministry of Science and Technology / Expert de l'UE, Direction générale des affaires européennes et étrangères, Ministère de la science et de la technologie	Turquie
United Kingdom	Ms Damini SATIJA - Senior Policy Advisor at the Centre for Data Ethics and Innovation / Conseiller politique principal au Centre pour l'éthique des données et l'innovation in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par Mr Christopher THOMAS - Policy Advisor in the AI Assurance team / Conseiller politique dans l'équipe AI Assurance	Royaume-Uni

PARTICIPANTS

Council of Europe bodies and institutions / Organes et institutions du Conseil de l'Europe

Congress of Local and Regional Authorities	Mr Roman CHLAPAK, Secretary, Governance Committee	Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
Conference of INGOs	Ms Francesca FANUCCI - Senior legal advisor at European Center for Not-for-Profit Law / Conseiller juridique principal au Centre européen pour le droit des associations à but non lucrative alternating with / en alternance avec Mr Didier SCHRETTER - Representative of the Conference of INGOS, Chair of the European Association for Audiovisual Media Education (EAAME) / Représentant de la Conférence des OING, Président de l'Association Européenne pour l'Éducation aux Médias Audiovisuels (AEEMA)	Conférence des OING

Advisory Council on Youth (CCJ)	Ms Emilija GAGRCIN - Advisory Council on Youth / Conseil consultatif sur la jeunesse	Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ)
Cultural Support Fund (Eurimages)	Mr Thierry HUGOT - Financial analyst, Eurimages Secretariat, / Analyste financier, Secrétariat d'Eurimages alternating with / en alterance avec Mr Nicolas SAYDE - Project manager, Eurimages Secretariat / Chargé de Projet, Secrétariat d'Eurimages	Fonds culturel (Eurimages)
Data Protection Unit	Mr Alessandro MANTELERO - Associate Professor of Private Law and Law & Technology at the Polytechnic University of Turin / Professeur associé de droit privé et de droit et technologie à l'Université polytechnique de Turin Postal address: Politecnico di Torino, Corso Duca degli Abruzzi 24, I - 10129 Torino	Unité de protection des données
European Audiovisual Observatory	Ms Sophie VALAIS - Legal Analyst / Conseiller juridique	Observatoire européen de l'audiovisuel
European Committee on Democracy and Governance (CDDG)	Mr Peter ANDRE - Senior Expert for legal affairs, Federal Ministry of Interior, Austria, CDDG Rapporteur on Democracy and Technology / Expert principal pour les affaires juridiques, Ministère fédéral de l'intérieur d'Autriche, Rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie as observers / en rôle d'observateurs Ms Judith ORLAND - Programme Manager Democracy and AI, Democratic Governance Division, CDDG Secretariat and / et Ms Sonia SIRTORI - Head of the Democratic Governance Division, CDDG Secretariat	Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG)
European Court of Human Rights (ECHR)	Ms Anca RADU - Assistant Lawyer, Division 30, Registry of the European Court of Human Rights, Council of Europe / Juriste assistante, Division 30, Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe	Cour européenne des droits de l'homme (ECHR)
Gender Equality Commission	Ms Käthlin SANDER - Head of Gender Equality Policy, Equality Policies Department, Ministry of Social Affairs, Estonia / Responsable de la politique d'égalité entre les sexes, département des politiques d'égalité, ministère des affaires sociales, Estonie as observer / en role d'observateur Mme Cécile GREBOVAL, Programme Manager Gender Mainstreaming, Gender Equality Advisor, / Responsable de programme Gender Mainstreaming, Conseillère en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Commission pour l'égalité de genre

Venice Commission	Mr Michael JANSSEN, Elections and Political Parties Division, Secretariat of the Venice Commission / Elections et partis politiques, Secrétariat de la Commission de Venise	Commission de Venise
-------------------	---	----------------------

European Union and Observers from International Organisations / Union européenne et Observateurs des Organisations Internationales

European Union	Ms Eike GRAEF, Policy officer, Directorate-General for Justice and Consumers, Directorate C : Fundamental Rights and Rule of Law, Unit C.2: Fundamental rights policy, European Commission / Responsable des politiques, Direction générale de la justice et des consommateurs, Direction C : Droits fondamentaux et de l'état de droit, Unité C.2: Politique des droits fondamentaux, Commission européenne	Union européenne
EDPS (European Data Protection Supervisor)	Mr Xabier LAREO LÓPEZ DE VERGARA - Technology and security officer, European Data Protection Supervisor / Responsable de la technologie et de la sécurité, Contrôleur européen de la protection des données	CEPD (Contrôleur Européen de la Protection des Données)
FRA	Ms Jana GAJDOSOVA - Programme Manager - Just, Digital and Secure Societies, Research & Data Unit, European Union Agency for Fundamental Rights	FRA
OECD	Ms Karine PERSET - Administrator – Artificial Intelligence Policy Observatory, Digital Economy Policy Division; Science, Technology and Innovation Directorate / Administrateur - Observatoire des politiques d'intelligence artificielle, Division de la politique de l'économie numérique, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par Ms Laura GALINDO - Consultant, Artificial Intelligence Policy Observatory, Digital Economy Policy Division; Science, Technology and Innovation Directorate / Consultante, Observatoire des politiques d'intelligence artificielle, Division de la politique de l'économie numérique, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation	OCDE
OSCE (Organization for Security and Co-operation in Europe)	Ms Julia HAAS, Assistant Project Officer, Office of the Representative on Freedom of the Media	OSCE

Observer States to the CAHAI / Etats observateurs au CAHAI

Canada	Mr Philippe-André RODRIGUEZ, DPhil - A/Deputy Director, Center for International Digital Policy, Global Affairs Canada, Government of Canada / Directeur Adjoint p.i., Centre pour la Politique Numérique Internationale, Affaires Mondiales Canada, Gouvernement du Canada	Canada
Israel	Mr Cedric Yehuda SABBAH, Director, International Cybersecurity & IT Law, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Israel / Directeur, Cybersécurité internationale et droit des technologies de l'information, Bureau du procureur général adjoint (droit international), Ministère de la Justice, Israël	Israël
Mexico	Dr. Jorge Arturo CERDIO HERRAN – Professor, Autonomous Technological Institute of Mexico (ITAM) / Professeur, Institut Technologique Autonome de Mexique (ITAM)	Mexique
United States of America	Mr Aamod OMPRAKASH, Foreign Affairs Officer, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, Office of Multilateral and Global Affairs / Responsable des affaires étrangères, Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, Bureau des affaires multilatérales et mondiales	Etats-Unis d'Amérique

OBSERVERS ADMITTED TO THE CAHAI / OBSERVATEURS ADMIS AU CAHAI

Council of Europe partner Internet companies / Entreprises internet partenaires du Conseil de l'Europe

Facebook	Ms Marisa JIMÉNEZ MARTÍN - Director and Deputy Head of EU Affairs	Facebook
ICCO (International Communications Consultancy Organisation)	Ms Christina FORSGÅRD - Senior Partner, Founder of Netprofile in Finland / Associé principal, fondateur de Netprofile en Finlande in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par Mr Juergen H. GANGOLY - Managing Partner, The Skills Group GmbH, Austria	ICCO
IEEE (Institute of Electrical and Electronics Engineers)	Mr Nicolas ECONOMOU - Chair, Law Committee, IEEE Global Initiative on Ethics of Autonomous and Intelligent Systems in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par Ms Clara NEPPEL - Dr, Senior Director, European Business Operations / Directeur principal, Opérations commerciales européennes	IEEE
TELEFONICA	Mr Christoph STECK - Director, Public Policy & Internet / Directeur, Politique publique et Internet	TELEFONICA

Civil Society Organisations, other private sector and academic actors relevant to the work of the CAHAI / Organisations de la Société civile, autres acteurs du secteur privé et académique, concernés par les travaux du CAHAI

Access Now	<p>Ms Fanny HIDVÉGI - Europe Policy Manager / Responsable de la politique européenne</p> <p>in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par</p> <p>Mr Daniel LEUFER - Europe Policy Analyst / Analyste des politiques européennes</p>	Access Now
AlgorithmWatch	<p>Mr Matthias SPIELKAMP - Co-founder of the AlgorithmWatch platform / Co-fondateur de la plateforme AlgorithmWatch</p> <p>in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par</p> <p>Ms Angela MÜLLER - Senior Policy & Advocacy Manager / Responsable principal de la politique et du soutien aux intérêts</p>	AlgorithmWatch
AI Transparency Institute	Ms Eva THELISSON – CEO / PDG	AI Transparency Institute
EADPP	Mr Constantinos TSIOURTOS - Advisor to the Chair, European Association of Data Protection Professionals / Conseiller de la présidence, Association européenne des professionnels de la protection des données	EADPP
EEEI	Mr Robert RANQUET - Vice President Public Affairs – AI / Vice-président des affaires publiques - IA	EEEI
Homodigitalis	Mr Eleftherios CHELIOUDAKIS - Co-founder and Secretary of the Board of Directors / Co-fondateur et secrétaire du conseil d'administration	Homodigitalis
IBA	Mr Martijn SCHELTEMA - Prof. - Partner at Pels Rijcken and Member of the Advisory Panel Business Human Rights Committee of the IBA / Associé chez Pels Rijcken et membre du panel consultatif du Comité des droits de l'homme des entreprises de l'IBA	IBA

Medialaws	<p>Mr Marco BASSINI – Postdoctoral Researcher and Professor of IT Law, Bocconi University - Vice Editor-in-Chief, MediaLaws / Chercheur postdoctoral et professeur de droit des technologies de l'information, Université Bocconi - Vice-rédacteur en chef, MediaLaws</p> <p>in case of unavailability to be deputised by / en cas d'indisponibilité pour être suppléé par</p> <p>Mr Oreste POLLICINO - Full Professor of Constitutional Law and Media Law, Bocconi University / Member of the Management Board of the EU Fundamental Rights Agency</p> <p>or / ou</p> <p>Mr Giovanni DE GREGORIO - PhD Candidate, Milan State University - Bicocca and Research Fellow in Media Law, Bocconi University</p>	Medialaws
-----------	--	-----------

Independent Experts / Experts indépendants

United Kingdom	Lord Tim CLEMENT-JONES CBE - House of Lords Liberal Democrat Spokesperson (Digital) / Porte-parole libéral-démocrate de la Chambre des Lords (Digital)	Royaume-Uni
Belgium	Ms Nathalie SMUHA - Researcher - Department of International & European Law, KU Leuven, Member of the OECD Network of Experts on AI (ONE AI), Former Coordinator of the EC High-Level Expert Group on AI / Chercheur - Département de droit international et européen, KU Leuven, membre du réseau d'experts de l'OCDE sur l'IA (ONE AI), ancien coordinateur du groupe d'experts de haut niveau de la CE sur l'IA	Belgique